



Annexe 2



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



2-4 Allée de Lodz (près de l'avenue Tony Garnier)
69363 LYON Cedex 07 - Tél. 04 72 71 26 00
N°SIREN 186 901 559
ETABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT
Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006
Décret n°2007-981 du 15 mai 2007

RENSEIGNEMENTS, RECLAMATIONS, VOIES DE RECOURS :
VOIR AU VERSO DU PRESENT DOCUMENT

NOM ET ADRESSE DU DEBITEUR
Matricule : 0010585

Quai de la Confrerie

B.P. 37

OUT UVCS VOAOUWUP OÜOWÜÜ
QUAOXPWOAOASAOÜÜOÜUT O
OUAF
CHFAUUUU

ORDRE DE RECOUVRER EXECUTOIRE VALANT AVIS DES SOMMES A PAYER

OBJET	Redevance des industries 2020	
	Solde	
	Contribuable	

En application des articles L213-10 et suivants du code de l'environnement, vous trouverez ci-joint la somme due à l'Agence de l'Eau au titre de la redevance pour pollution non domestique : industrie et pour l'année d'origine précisée en référence du titre.

Le détail des calculs, résultant des derniers éléments connus de l'Agence, figure sur le décompte joint.

Les modalités de règlement sont mentionnées au verso du présent document. Afin d'éviter l'application de pénalités pour retard de paiement, le respect de la date limite de paiement indiquée ci-dessous est impératif.

ATTENTION : Depuis le 1er janvier 2019, la loi ne permet plus le paiement par chèque pour les sommes supérieures à 1 000€.

En cas de besoin, le gestionnaire de votre dossier, dont les coordonnées sont rappelées sur votre décompte, reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

REFERENCES			MONTANT PIECE EN EUROS
Exercice	Numéro Pièce	Imputation	€€€€00
2021	0002322	01-13-21-757111	
MONTANT TOTAL			.00
Date d'émission	Date de mise en recouvrement	Date d'exigibilité	DATE LIMITE DE PAIEMENT
31/03/2021	05/04/2021	31/05/2021	15/06/2021

Conformément à l'article L.213-11-10 du code de l'environnement, à défaut de règlement à la date limite de paiement indiquée ci-dessus, une majoration de 10% sera appliquée aux redevances ou fractions de redevances restant dues.

Références à rappeler
avec le règlement

MATRICULE : 0010585

TITRE : 2021 0002322

ATTENTION : SI LA SOMME A
PAYER EST SUPERIEURE A 1 000 €,
VOUS NE POUVEZ PAS REGLER
PAR CHEQUE (VOIR VERSO)

CONTACT

Cécile OLLIET
Agent comptable de
l'Agence de l'Eau RMC
2 - 4 allée de Lodz
69363 LYON CEDEX 07
☎ : 04 72 71 26 00
✉ : contact.ac@eaurmc.fr

Pour valoir titre exécutoire
conformément aux dispositions de
l'article 192 du Décret N° 2012-1246 du
7 novembre 2012 relatif à la
gestion budgétaire et comptable
publique.

Le Directeur général de l'Agence de l'Eau
Rhône Méditerranée Corse

L'ordonnateur, Laurent ROY

Si votre raison sociale est différente de celle portée sur cet avis, je vous prie de nous le signaler en joignant une copie du journal d'annonces légales.

DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX REDEVANCES

Ces sommes sont dues, conformément aux délibérations prises par le Conseil d'Administration de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en application des dispositions prévues aux articles L.213-10 et suivants, L.213-11 à L.213-11-7 du code de l'environnement et leurs textes d'application.

MODALITES DE PAIEMENT

Tout paiement doit être accompagné des références figurant au verso de cet Ordre de Recouvrer exécutoire « Références à rappeler avec le règlement », faute de quoi le redevable s'expose au rejet du paiement.

Le règlement est à effectuer :

- de préférence par virement au compte TP LYON Trésorerie générale du Rhône
MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE

IBAN : ~~XX~~

- soit par prélèvement automatique.
- soit par chèque bancaire, adressé à
MADAME L'AGENT COMPTABLE de
L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE
2 - 4 Allée de Lodz 69363 LYON CEDEX 07

ATTENTION :

A compter du 01-01-19, l'art. L.213-11-10 du code de l'environnement fixe à 1 000 € la limite de paiement par chèque .

Les paiements au moyen d'effets de commerce ne sont pas acceptés.

Pour tout renseignement sur les modalités de paiement, vous pouvez contacter l'Agence Comptable :

Tél : 04.72.71.26.00

Fax : 04.72.71.29.24

Mail : contact.ac@eaumc.fr

RECLAMATIONS (ET VOIES DE RECOURS)

Les réclamations s'exercent en application des dispositions prévues à l'article R.213-48-40 du code de l'environnement. Tout recours au contentieux ne peut avoir lieu sans avoir au préalable adressé une réclamation sous pli recommandé au directeur de l'Agence de l'Eau avant le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant la date de notification de l'ordre de recette.

En cas de contestation relative à l'exercice du droit de reprise d'une redevance, la réclamation doit être présentée au plus tard le 31 décembre de la 3^{ème} année suivant celle de la notification de la réduction.

A défaut de décision du directeur notifiée au réclamant dans un délai de 2 mois prolongeable une fois, la réclamation est réputée rejetée.

Le redevable dispose de 2 mois à partir de la réception de l'avis de notification de la décision ou à l'expiration du délai de prise de décision de l'Agence pour saisir le Tribunal Administratif de LYON.

ATTENTION : La réclamation n'est pas en elle-même suspensive de paiement.

RECouvreMENT

Les redevances sont recouvrées par l'Agent Comptable conformément aux règles applicables au recouvrement des créances des établissements publics administratifs et selon les articles du code de l'environnement L.213-11-10 à L.213-11-17, R.213-48-35 à R.213-48-38 et R.213-48-42 à R.213-48-48.

Sauf opérations de reversement visées aux articles R.213-48-35 à R.213-48-37 :

- la date d'exigibilité est fixée au dernier jour du mois qui suit la date de mise en recouvrement,
- la date limite de paiement est fixée au 15 du 2^{ème} mois qui suit la date de mise en recouvrement.

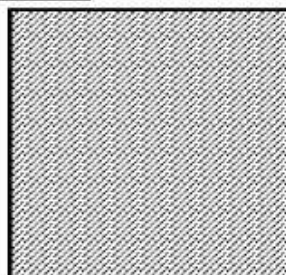
Au-delà de la date limite, une majoration de 10 % est appliquée aux sommes restant dues notifiée par lettre de rappel.

RECouvreMENT CONTENTIEUX

En l'absence de paiement dans le délai de 20 jours à compter de la mise en demeure, l'Agent Comptable peut engager la procédure de recouvrement forcé.

Les frais de poursuites engagés pour le recouvrement des créances sont à la charge des débiteurs.

En application de l'article L.213-11-14 du code de l'environnement, les contestations relatives à l'exercice des poursuites sont adressées, sous peine d'irrecevabilité, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte de recouvrement par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Agent Comptable de l'Agence de l'Eau qui a deux mois pour se prononcer. Si aucune décision n'a été prise dans ce délai ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le contribuable doit, à peine de forclusion, porter l'affaire devant le juge de l'exécution, et ce dans un délai de deux mois.



Calcul des redevances

		DBO5 (Kg)	DCO (Kg)	MES (Kg)	MI (Kéq)	Sels sol. (S/cm)*m³	NR (Kg)	NO (Kg)	P (Kg)	AOX (Kg)	Métox (Kg)	Chaleur (Mth)	SDE (Kg)
Ú[" ã] Á ã " ã	Ɔ-VÚD	3 766	23 545	171 698	0	0	1 491	0	82	0	0	0	0
Ú[" ã] Á ç ã Á ç ã } ^	Ɔ'ÓD	1 838	9 065	150 236	0	0	0	0	22	0	0	0	0
Ú[" ã] Á ç ã Á & ^ ç ã ^	Ɔ'ÓÓD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ú[" ã] Á ^ ç ã Á Á ç { ç ã ^	ÚÚT Á Á ç VÚT Ɔ'ÓÓD ç ÓÓD	1 928	14 480	21 462	0	0	1 491	0	60	0	0	0	0
Ú ^ ç ç Á Á [" ã]		4 400	9 900	5 200	50	2 000	880	880	220	50	200	10	9
Ó ã ^ ç ã Á Á ^ ç ç ç & ^	Ɔ-ÚD	0	14 480	21 462	0	0	1 491	0	0	0	0	0	0
V ç ç ç Á Á [" ã] (ƆD	Ɔ'V	0,220 (€/kg)	0,120 (€/kg)	0,150 (€/kg)	12,000 (€/kéq)	0,100 (€/S/cm)*m³	0,350 (€/kg)	0,200 (€/kg)	1,000 (€/kg)	9,000 (€/kg)	2,200 (€/kg)	20,000 (€/Mth)	6,000 (€/kg)
Redevance de pollution non	R=(NR)x(T)	0 €	1 738 €	3 219 €	0 €	0 €	522 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Montant de redevance	Q'D	Q'D
Majoration pour retard ou défaut de déclaration (2)	Q'D	Q'D
Intérêts de retard (3)	Q'D	Q'D
Autres Majorations (4)	Q'D	Q'D
Autres Intérêts de retard	Q'D	Q'D

Montant dû	$\frac{PDAKUEQIE}{QDEQIEQD}$	$\frac{KAKUEQIE}{KAKUEQIE}$
------------	------------------------------	-----------------------------

Annexe 3



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**agence
de l'eau**
**RHÔNE
MÉDITERRANÉE
CORSE**

N/Réf. : RPI-2020/14941-0713047100

Affaire suivie par : ~~XXXXXXXXXXXX~~

☎ : ~~XXXXXXXXXX~~

✉ : ~~XXXXXXXXXX~~

USID

~~XXXXXXXXXX~~

PLATEFORME COMMISSARIAT CENTRE EST

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXX~~

Marseille, le 29 mars 2021

REGULARISATION

Objet : Mesure directe de vos prélèvements d'eau
Redevance pour prélèvement dans la ressource en eau

Madame, Monsieur,

De nouvelles obligations en matière de comptage des volumes d'eau prélevés ont été introduites par l'arrêté du 19 décembre 2011¹. Désormais, sauf impossibilité avérée validée par l'agence de l'eau, tous les points de prélèvement doivent être équipés de dispositifs de mesure.

Les volumes d'eau prélevés en XXXX que vous avez déclarés n'ont pas été mesurés par un dispositif de comptage installé au point de prélèvement et conforme à l'arrêté du 19 décembre 2011.

Je vous invite à régulariser votre situation avant la fin de cette année. La notice au verso précise les modalités de mise en œuvre de vos obligations.

En XXXX, l'agence de l'eau vérifiera que ces dispositions ont bien été mises en œuvre et, le cas échéant, établira d'office la redevance avec une majoration de 40% sur le montant correspondant aux volumes non mesurés.

La précision avec laquelle les volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel sont mesurés est indispensable à une gestion rigoureuse de la ressource en eau. Elle participe également de l'équité fiscale entre redevables. La mesure directe constitue le meilleur moyen d'atteindre cet objectif de précision et, dans une majorité de situations, l'installation de dispositifs de mesure directe répondant aux normes et règles de l'art en vigueur s'avère réalisable aux plans technique et économique, notamment sur les canalisations en pression.

¹ Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calculs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, dont les modalités d'application figurent dans la lettre d'information qui vous a été adressée le 12 juillet 2012 et dans le courrier d'accompagnement de votre formulaire de déclaration pour 2013.



Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
Délégation de Marseille

Immeuble CMCI (4ème étage), 2 rue Henri Barbusse, CS 90464 13207 MARSEILLE CEDEX 01

**SAUVONS
L'EAU!**

En cas de besoin, ~~CHIRIOMBAHIMBA~~, en charge de votre dossier, est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur de la délégation

~~CHIRIOMBAHIMBA~~

Mesure des prélèvements d'eau

Compléments d'information sur vos obligations de mesure

La redevance pour prélèvement d'eau² est proportionnelle aux volumes d'eau que vous prélevez.

C'est pourquoi la détermination de ces volumes doit s'appuyer sur des dispositifs de mesure directe répondant aux normes en vigueur et aux règles de l'art, et présentant un état de fonctionnement performant.

Installations de mesures pour les prélèvements sous pression

Seuls les équipements de **mesure directe** permettent une mesure précise et continue des volumes prélevés. Ces équipements sont **obligatoires**.

exemples : compteurs d'eau, débitmètres électromagnétiques, organes de mesures déprimogènes sur canalisation en charge

Les équipements de mesure indirecte (temps de fonctionnement d'une pompe ou mesure de la consommation d'énergie) ne permettent pas d'assurer une précision suffisante.

Si vous ne pouvez pas équiper vos ouvrages de prélèvement pour des raisons techniques ou économiques particulières, vous devez **demander à l'agence de l'eau de valider l'impossibilité de réaliser une mesure directe**.

Cette demande est présentée sous la forme d'un dossier devant comporter obligatoirement :

- une description précise et exhaustive des ouvrages de prélèvement concernés : milieu de prélèvement, usages et caractéristiques physico-chimiques de l'eau prélevée, débits concernés... Cette description s'appuiera sur des plans cotés, des photographies et tout autre document utile.
- un projet détaillé au plan technique et financier des équipements qui seraient nécessaires pour permettre une mesure directe des volumes prélevés. Ce projet permettra d'évaluer le bien-fondé de la demande en regard des enjeux financiers et environnementaux.
- un projet alternatif de mesure indirecte, détaillé au plan technique et financier (exemples de mesure indirecte : débit d'une pompe x temps de fonctionnement, mesure d'une consommation d'énergie, modules à masques, courbe de tarage, etc).

En cas de refus d'accord ou d'absence de réponse sous 2 mois de la part de l'Agence de l'eau, un équipement de mesure directe doit être mis en place.

La fiabilité des équipements de mesure

Afin d'assurer leur fiabilité de fonctionnement, les équipements de mesure doivent :

- soit être remplacés ou remis à neuf tous les 9 ans,
- soit faire l'objet d'un diagnostic de fonctionnement tous les 7 ans. Les diagnostics sont réalisés par des organismes habilités³.

Le diagnostic de fonctionnement concerne les dispositifs de mesure directe **et** indirecte. En cas de panne ou de mauvais fonctionnement, tout équipement de mesure doit être remis en état de fonctionnement dans un délai maximum de 12 mois.

² Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calculs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, disponible sur le site Internet de l'agence de l'eau

³ La liste figure sur le site internet de l'agence de l'eau : http://www.eaurmc.fr/fileadmin/aides-et-redevances/documents/Redevances/Prelevement/Zonage_2013_-_2018/liste-organismes-habiles-prelevement-eau.pdf.



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

agence
de l'eau
RHÔNE
MÉDITERRANÉE
CORSE

N/Réf. : RPI-2020/13097-0713097116

COMMUNE DE

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Affaire suivie par : ~~XXXXXXXXXX~~

☎ : 04.93. ~~XXXXXXXX~~

✉ : ~~XXXXXXXXXXXX@XXXXXX.fr~~

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

BP 50001

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Marseille, le 29 mars 2021

REGULARISATION

Objet : Mesure directe de vos prélèvements d'eau
Redevance pour prélèvement dans la ressource en eau

Madame, Monsieur,

De nouvelles obligations en matière de comptage des volumes d'eau prélevés ont été introduites par l'arrêté du 19 décembre 2011⁴. Désormais, sauf impossibilité avérée validée par l'agence de l'eau, tous les points de prélèvement doivent être équipés de dispositifs de mesure.

Les volumes d'eau prélevés en XXXX que vous avez déclarés n'ont pas été mesurés par un dispositif de comptage installé au point de prélèvement et conforme à l'arrêté du 19 décembre 2011.

Je vous invite à régulariser votre situation avant la fin de cette année. La notice au verso précise les modalités de mise en œuvre de vos obligations.

En XXXX, l'agence de l'eau vérifiera que ces dispositions ont bien été mises en œuvre et, le cas échéant, établira d'office la redevance avec une majoration de 40% sur le montant correspondant aux volumes non mesurés.

La précision avec laquelle les volumes d'eau prélevés dans le milieu naturel sont mesurés est indispensable à une gestion rigoureuse de la ressource en eau. Elle participe également de l'équité fiscale entre redevables. La mesure directe constitue le meilleur moyen d'atteindre cet objectif de précision et, dans une majorité de situations, l'installation de dispositifs de mesure directe répondant aux normes et règles de l'art en vigueur s'avère réalisable aux plans technique et économique, notamment sur les canalisations en pression.

⁴ Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calculs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, dont les modalités d'application figurent dans la lettre d'information qui vous a été adressée le 12 juillet 2012 et dans le courrier d'accompagnement de votre formulaire de déclaration pour 2013.



Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
Délégation de Marseille

Immeuble CMCI (4ème étage), 2 rue Henri Barbusse, CS 90464 13207 MARSEILLE CEDEX 01

**SAUVONS
L'EAU!**

En cas de besoin, ~~Madame, Monsieur,~~ l'en charge de votre dossier, est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur de la délégation

~~Monsieur, Madame~~

Mesure des prélèvements d'eau

Compléments d'information sur vos obligations de mesure

La redevance pour prélèvement d'eau⁵ est proportionnelle aux volumes d'eau que vous prélevez.

C'est pourquoi la détermination de ces volumes doit s'appuyer sur des dispositifs de mesure directe répondant aux normes en vigueur et aux règles de l'art, et présentant un état de fonctionnement performant.

Installations de mesures pour les prélèvements sous pression

Seuls les équipements de **mesure directe** permettent une mesure précise et continue des volumes prélevés. Ces équipements sont **obligatoires**.

exemples : compteurs d'eau, débitmètres électromagnétiques, organes de mesures déprimogènes sur canalisation en charge

Les équipements de mesure indirecte (temps de fonctionnement d'une pompe ou mesure de la consommation d'énergie) ne permettent pas d'assurer une précision suffisante.

Si vous ne pouvez pas équiper vos ouvrages de prélèvement pour des raisons techniques ou économiques particulières, vous devez **demander à l'agence de l'eau de valider l'impossibilité de réaliser une mesure directe**.

Cette demande est présentée sous la forme d'un dossier devant comporter obligatoirement :

- une description précise et exhaustive des ouvrages de prélèvement concernés : milieu de prélèvement, usages et caractéristiques physico-chimiques de l'eau prélevée, débits concernés... Cette description s'appuiera sur des plans cotés, des photographies et tout autre document utile.
- un projet détaillé au plan technique et financier des équipements qui seraient nécessaires pour permettre une mesure directe des volumes prélevés. Ce projet permettra d'évaluer le bien-fondé de la demande en regard des enjeux financiers et environnementaux.
- un projet alternatif de mesure indirecte, détaillé au plan technique et financier (exemples de mesure indirecte : débit d'une pompe x temps de fonctionnement, mesure d'une consommation d'énergie, modules à masques, courbe de tarage, etc).

En cas de refus d'accord ou d'absence de réponse sous 2 mois de la part de l'Agence de l'eau, un équipement de mesure directe doit être mis en place.

La fiabilité des équipements de mesure

Afin d'assurer leur fiabilité de fonctionnement, les équipements de mesure doivent :

- soit être remplacés ou remis à neuf tous les 9 ans,
- soit faire l'objet d'un diagnostic de fonctionnement tous les 7 ans. Les diagnostics sont réalisés par des organismes habilités⁶.

Le diagnostic de fonctionnement concerne les dispositifs de mesure directe **et** indirecte. En cas de panne ou de mauvais fonctionnement, tout équipement de mesure doit être remis en état de fonctionnement dans un délai maximum de 12 mois.

⁵ Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calculs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, disponible sur le site Internet de l'agence de l'eau

⁶ La liste figure sur le site internet de l'agence de l'eau : http://www.eaurmc.fr/fileadmin/aides-et-redevances/documents/Redevances/Prelevement/Zonage_2013_-_2018/liste-organismes-habiles-prelevement-eau.pdf.

Annexe 4



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

agence
de l'eau
RHÔNE
MÉDITERRANÉE
CORSE

N/Réf. : RPC-2020/70016-1

COMMUNE DE

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

MAIRIE

LIEU-DIT ~~XXXXXXXXXX~~

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Affaire suivie par : ~~XXXXXXXXXX~~

☎ : 04.26. ~~XXXXXXXX~~

✉ : ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Besançon, le 26 mars 2021

MISE EN DEMEURE - Lettre Recommandée avec accusé de réception

Objet : Mesure directe de vos prélèvements d'eau
Redevance pour prélèvement dans la ressource en eau

Madame, Monsieur,

Par courrier du XX/XX/2020 l'agence de l'eau vous avait alerté sur la nécessité d'équiper de dispositifs de mesure directe vos points de prélèvement, en application de l'arrêté du 19 décembre 2011¹, avant le 31 décembre 2020 au risque d'une majoration de 40% du montant de votre redevance.

Les volumes d'eau prélevés en 2020 que vous avez déclarés n'ont pas tous été établis à partir de relevés d'index, alors qu'aucune impossibilité de mesure directe de ces prélèvements d'eau n'a à ce jour été validée par l'agence de l'eau. Les dispositifs de comptage correspondants sont identifiés au verso.

Par conséquent, **je vous mets en demeure de déclarer sous 30 jours** les volumes prélevés mesurés directement par des compteurs et les index correspondants. La notice jointe précise les modalités de mise en œuvre de vos obligations. Passé ce délai, la majoration appliquée au montant correspondant à ces volumes sera de 40%, en vertu des articles L.213-11-7 du code de l'environnement et 1729 du code général des impôts.

En cas de besoin, ~~XXXXXXXXXX~~, en charge de votre dossier, est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur de la délégation

~~XXXXXXXXXX~~

¹ Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calculs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau

**Liste des « points de comptage » des volumes prélevés
à équiper d'un dispositif de mesure directe**

Point de prélèvement dans la ressource en eau	N° du point de comptage	Nom du point de comptage à équiper
XXXX	XXXX	XXXX
XXXX	XXXX	XXXX
XXXX	XXXX	XXXX

Mesure des prélèvements d'eau

Compléments d'information sur vos obligations de mesure

La redevance pour prélèvement d'eau² est proportionnelle aux volumes d'eau que vous prélevez.

C'est pourquoi la détermination de ces volumes doit s'appuyer sur des dispositifs de mesure directe répondant aux normes en vigueur et aux règles de l'art, et présentant un état de fonctionnement performant.

Installations de mesures pour les prélèvements sous pression

Seuls les équipements de **mesure directe** permettent une mesure précise et continue des volumes prélevés. Ces équipements sont **obligatoires**.

exemples : compteurs d'eau, débitmètres électromagnétiques, organes de mesures déprimogènes sur canalisation en charge

Les équipements de mesure indirecte (temps de fonctionnement d'une pompe ou mesure de la consommation d'énergie) ne permettent pas d'assurer une précision suffisante.

Si vous ne pouvez pas équiper vos ouvrages de prélèvement pour des raisons techniques ou économiques particulières, vous devez **demandeur à l'agence de l'eau de valider l'impossibilité de réaliser une mesure directe**.

Cette demande est présentée sous la forme d'un dossier devant comporter obligatoirement :

- une description précise et exhaustive des ouvrages de prélèvement concernés : milieu de prélèvement, usages et caractéristiques physico-chimiques de l'eau prélevée, débits concernés... Cette description s'appuiera sur des plans cotés, des photographies et tout autre document utile.
- un projet détaillé au plan technique et financier des équipements qui seraient nécessaires pour permettre une mesure directe des volumes prélevés. Ce projet permettra d'évaluer le bien-fondé de la demande en regard des enjeux financiers et environnementaux.
- un projet alternatif de mesure indirecte, détaillé au plan technique et financier (exemples de mesure indirecte : débit d'une pompe x temps de fonctionnement, mesure d'une consommation d'énergie, modules à masques, courbe de tarage, etc).

En cas de refus d'accord ou d'absence de réponse sous 2 mois de la part de l'Agence de l'eau, un équipement de mesure directe doit être mis en place.

La fiabilité des équipements de mesure

Afin d'assurer leur fiabilité de fonctionnement, les équipements de mesure doivent :

- soit être remplacés ou remis à neuf tous les 9 ans,
- soit faire l'objet d'un diagnostic de fonctionnement tous les 7 ans. Les diagnostics sont réalisés par des organismes habilités³.

Le diagnostic de fonctionnement concerne les dispositifs de mesure directe **et** indirecte. En cas de panne ou de mauvais fonctionnement, tout équipement de mesure doit être remis en état de fonctionnement dans un délai maximum de 12 mois.

² Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calculs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, disponible sur le site Internet de l'agence de l'eau

³ La liste figure sur le site internet de l'agence de l'eau : www.eaurmc.fr, rubriques *Redevances* > *Les redevances* > *Redevance sur la ressource en eau* > *Liste-organismes-habilités-prélèvements*

N/Réf. : RPC-2020/39025-1

COMMUNE DE

~~XXXXXXXXXX~~

MAIRIE

1 RUE PRINCIPALE-AU VILLAGE

~~XXXXXXXXXX~~

Affaire suivie par : ~~XXXXXXXXXX~~

☎ : 04.26.22.41.81

✉ : ~~XXXXXXXXXX~~

Besançon, le 26 mars 2021

MISE EN DEMEURE - Lettre Recommandée avec accusé de réception

Objet : Mesure directe de vos prélèvements d'eau
Redevance pour prélèvement dans la ressource en eau

Madame, Monsieur,

Par courrier du XX/XX/2020 l'agence de l'eau vous avait alerté sur la nécessité d'équiper de dispositifs de mesure directe vos points de prélèvement, en application de l'arrêté du 19 décembre 2011⁴, avant le 31 décembre 2020 au risque d'une majoration de 40% du montant de votre redevance.

Les volumes d'eau prélevés en 2020 que vous avez déclarés n'ont pas tous été établis à partir de relevés d'index, alors qu'aucune impossibilité de mesure directe de ces prélèvements d'eau n'a à ce jour été validée par l'agence de l'eau. Les dispositifs de comptage correspondants sont identifiés au verso.

Par conséquent, **je vous mets en demeure de déclarer sous 30 jours** les volumes prélevés mesurés directement par des compteurs et les index correspondants. La notice jointe précise les modalités de mise en œuvre de vos obligations. Passé ce délai, la majoration appliquée au montant correspondant à ces volumes sera de 40%, en vertu des articles L.213-11-7 du code de l'environnement et 1729 du code général des impôts.

En cas de besoin, ~~XXXXXXXXXX~~ en charge de votre dossier, est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur de la délégation

Laurent ~~XXXX~~

⁴ Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calculs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Liste des « points de comptage » des volumes prélevés
à équiper d'un dispositif de mesure directe

Point de prélèvement dans la ressource en eau	N° du point de comptage	Nom du point de comptage à équiper
XXXX	XXXX	XXXX
XXXX	XXXX	XXXX
XXXX	XXXX	XXXX

Mesure des prélèvements d'eau

Compléments d'information sur vos obligations de mesure

La redevance pour prélèvement d'eau⁵ est proportionnelle aux volumes d'eau que vous prélevez.

C'est pourquoi la détermination de ces volumes doit s'appuyer sur des dispositifs de mesure directe répondant aux normes en vigueur et aux règles de l'art, et présentant un état de fonctionnement performant.

Installations de mesures pour les prélèvements sous pression

Seuls les équipements de **mesure directe** permettent une mesure précise et continue des volumes prélevés. Ces équipements sont **obligatoires**.

exemples : compteurs d'eau, débitmètres électromagnétiques, organes de mesures déprimogènes sur canalisation en charge

Les équipements de mesure indirecte (temps de fonctionnement d'une pompe ou mesure de la consommation d'énergie) ne permettent pas d'assurer une précision suffisante.

Si vous ne pouvez pas équiper vos ouvrages de prélèvement pour des raisons techniques ou économiques particulières, vous devez **demandeur à l'agence de l'eau de valider l'impossibilité de réaliser une mesure directe**.

Cette demande est présentée sous la forme d'un dossier devant comporter obligatoirement :

- une description précise et exhaustive des ouvrages de prélèvement concernés : milieu de prélèvement, usages et caractéristiques physico-chimiques de l'eau prélevée, débits concernés... Cette description s'appuiera sur des plans cotés, des photographies et tout autre document utile.
- un projet détaillé au plan technique et financier des équipements qui seraient nécessaires pour permettre une mesure directe des volumes prélevés. Ce projet permettra d'évaluer le bien-fondé de la demande en regard des enjeux financiers et environnementaux.
- un projet alternatif de mesure indirecte, détaillé au plan technique et financier (exemples de mesure indirecte : débit d'une pompe x temps de fonctionnement, mesure d'une consommation d'énergie, modules à masques, courbe de tarage, etc).

En cas de refus d'accord ou d'absence de réponse sous 2 mois de la part de l'Agence de l'eau, un équipement de mesure directe doit être mis en place.

La fiabilité des équipements de mesure

Afin d'assurer leur fiabilité de fonctionnement, les équipements de mesure doivent :

- soit être remplacés ou remis à neuf tous les 9 ans,
- soit faire l'objet d'un diagnostic de fonctionnement tous les 7 ans. Les diagnostics sont réalisés par des organismes habilités⁶.

Le diagnostic de fonctionnement concerne les dispositifs de mesure directe **et** indirecte. En cas de panne ou de mauvais fonctionnement, tout équipement de mesure doit être remis en état de fonctionnement dans un délai maximum de 12 mois.

⁵ Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calculs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, disponible sur le site Internet de l'agence de l'eau

⁶ La liste figure sur le site internet de l'agence de l'eau : www.eaurmc.fr, rubriques *Redevances>Les redevances>Redevance sur la ressource en eau>Liste-organismes-habilités-prélèvements*



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

agence
de l'eau
RHÔNE
MÉDITERRANÉE
CORSE

N/Réf. : RPC-2020/39556-1

COMMUNE DE

~~XXXXXXXXXX~~

MAIRIE

~~XXXX~~ RUE DES FONTAINES

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Affaire suivie par : ~~XXXXXXXXXX~~

☎ : 04.26. ~~XXXXXX~~

✉ : ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Besançon, le 26 mars 2021

MISE EN DEMEURE - Lettre Recommandée avec accusé de réception

Objet : Mesure directe de vos prélèvements d'eau
Redevance pour prélèvement dans la ressource en eau

Madame, Monsieur,

Par courrier du XX/XX/2020 l'agence de l'eau vous avait alerté sur la nécessité d'équiper de dispositifs de mesure directe vos points de prélèvement, en application de l'arrêté du 19 décembre 2011⁷, avant le 31 décembre 2020 au risque d'une majoration de 40% du montant de votre redevance.

Les volumes d'eau prélevés en 2020 que vous avez déclarés n'ont pas tous été établis à partir de relevés d'index, alors qu'aucune impossibilité de mesure directe de ces prélèvements d'eau n'a à ce jour été validée par l'agence de l'eau. Les dispositifs de comptage correspondants sont identifiés au verso.

Par conséquent, **je vous mets en demeure de déclarer sous 30 jours** les volumes prélevés mesurés directement par des compteurs et les index correspondants. La notice jointe précise les modalités de mise en œuvre de vos obligations. Passé ce délai, la majoration appliquée au montant correspondant à ces volumes sera de 40%, en vertu des articles L.213-11-7 du code de l'environnement et 1729 du code général des impôts.

En cas de besoin, ~~XXXXXXXXXX~~, en charge de votre dossier, est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le directeur de la délégation

Laure ~~XXXXXXXXXX~~

⁷ Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calculs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau

**Liste des « points de comptage » des volumes prélevés
à équiper d'un dispositif de mesure directe**

Point de prélèvement dans la ressource en eau	N° du point de comptage	Nom du point de comptage à équiper
XXXX	XXXX	XXXX
XXXX	XXXX	XXXX
XXXX	XXXX	XXXX

Mesure des prélèvements d'eau

Compléments d'information sur vos obligations de mesure

La redevance pour prélèvement d'eau⁸ est proportionnelle aux volumes d'eau que vous prélevez.

C'est pourquoi la détermination de ces volumes doit s'appuyer sur des dispositifs de mesure directe répondant aux normes en vigueur et aux règles de l'art, et présentant un état de fonctionnement performant.

Installations de mesures pour les prélèvements sous pression

Seuls les équipements de **mesure directe** permettent une mesure précise et continue des volumes prélevés. Ces équipements sont **obligatoires**.

exemples : compteurs d'eau, débitmètres électromagnétiques, organes de mesures déprimogènes sur canalisation en charge

Les équipements de mesure indirecte (temps de fonctionnement d'une pompe ou mesure de la consommation d'énergie) ne permettent pas d'assurer une précision suffisante.

Si vous ne pouvez pas équiper vos ouvrages de prélèvement pour des raisons techniques ou économiques particulières, vous devez **demander à l'agence de l'eau de valider l'impossibilité de réaliser une mesure directe**.

Cette demande est présentée sous la forme d'un dossier devant comporter obligatoirement :

- une description précise et exhaustive des ouvrages de prélèvement concernés : milieu de prélèvement, usages et caractéristiques physico-chimiques de l'eau prélevée, débits concernés... Cette description s'appuiera sur des plans cotés, des photographies et tout autre document utile.
- un projet détaillé au plan technique et financier des équipements qui seraient nécessaires pour permettre une mesure directe des volumes prélevés. Ce projet permettra d'évaluer le bien-fondé de la demande en regard des enjeux financiers et environnementaux.
- un projet alternatif de mesure indirecte, détaillé au plan technique et financier (exemples de mesure indirecte : débit d'une pompe x temps de fonctionnement, mesure d'une consommation d'énergie, modules à masques, courbe de tarage, etc).

En cas de refus d'accord ou d'absence de réponse sous 2 mois de la part de l'Agence de l'eau, un équipement de mesure directe doit être mis en place.

La fiabilité des équipements de mesure

Afin d'assurer leur fiabilité de fonctionnement, les équipements de mesure doivent :

- soit être remplacés ou remis à neuf tous les 9 ans,
- soit faire l'objet d'un diagnostic de fonctionnement tous les 7 ans. Les diagnostics sont réalisés par des organismes habilités⁹.

Le diagnostic de fonctionnement concerne les dispositifs de mesure directe **et** indirecte. En cas de panne ou de mauvais fonctionnement, tout équipement de mesure doit être remis en état de fonctionnement dans un délai maximum de 12 mois.

⁸ Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calculs de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, disponible sur le site Internet de l'agence de l'eau

⁹ La liste figure sur le site internet de l'agence de l'eau : www.eaurmc.fr, rubriques *Redevances* > *Les redevances* > *Redevance sur la ressource en eau* > *Liste-organismes-habilités-prélèvements*

Annexe 5

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

~~XXXX~~ RUE DU COMMANDANT ROLLAND

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Objet : Déclaration d'activité
Pollution Collecte Industrie

Lyon, le 19/12/2020

Madame, Monsieur,

Les redevances perçues par l'agence de l'eau incitent à réduire les pressions exercées sur les milieux aquatiques et permettent à l'agence de financer son programme d'intervention visant notamment à préserver les ressources en eau et à lutter contre les pollutions.

Vos formulaires de redevances de l'activité 2020 sont pré-remplis et disponibles à l'adresse suivante : <https://teleservices.lesagencesdeleau.fr>. Vos identifiant et mot de passe pour accéder à vos déclarations se trouvent dans l'encadré en bas de ce courrier.

Chacun de vos formulaires est à renseigner et à valider, **au plus tard pour le 31/03/2019**, conformément à l'article L. 213-11 du code de l'environnement. Un courriel de confirmation vous sera envoyé après validation de chaque formulaire.

Si votre établissement est au Suivi Régulier des Rejets, votre télédéclaration sera accessible à partir du 1^{er} mars 2021. Les données que vous aurez télédéclarées dans GIDAF y seront pré-renseignées. En cas de pré-remplissage partiel, vous devrez compléter les informations manquantes dans les délais.

Je vous rappelle qu'un retard ou l'absence de déclaration entraîne une majoration pouvant atteindre 40 % du montant de votre redevance, établie le cas échéant par imposition d'office, en vertu des articles L. 213-11-6 et L. 213-11-7 du code de l'environnement.

En cas de besoin, le gestionnaire en charge de votre dossier dont les coordonnées sont indiquées dans votre espace de télédéclaration, est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire. Vous trouverez également sur le site internet de l'agence de l'eau www.eaurmc.fr des informations pratiques pour effectuer votre déclaration.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Vos codes pour télédéclarer :

Votre identifiant : ~~XXXXXXXXXX~~

Votre mot de passe : ~~XXXXXXXXXX~~

Vos codes doivent respecter les majuscules et les minuscules lors de votre saisie.

Le Directeur Général,



Laurent ROY

P.J. : Plaquettes d'information sur la fiscalité de l'eau et sur la télédéclaration en 2021

Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD)

Le responsable de traitement des données collectées est l'agence de l'eau en charge de votre dossier. Les informations de contact sont nécessaires à l'instruction et au suivi de celui-ci. Ces données sont collectées sur la base de la mission d'intérêt public des agences de l'eau (article L213-10 du code de l'environnement relatif à l'émission des redevances). Les données à caractère personnel que nous collectons sont conservées avec votre dossier pour une durée de 10 ans à compter du recouvrement (cf. arrêté du Service interministériel des Archives de France, en date du 21 décembre 2012). Conformément au RGPD, vous bénéficiez d'un droit d'accès ou de rectification, ou de limitation du traitement relatif à la personne concernée, en contactant le délégué à la protection des données personnelles de l'agence de l'eau dont vous dépendez, aux coordonnées suivantes :
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse : contact.rgpd@eaurmc.fr

STE COOP AGRICOLE ~~XXXXXXXXXX~~
~~XXXXXXXXXX~~
~~XXXXXXXXXX~~
~~XXXXXXXXXX~~
~~XXXXXXXXXX~~

Objet : Déclaration d'activité
Pollution Collecte Industrie

Lyon, le 19/12/2020

Madame, Monsieur,

Les redevances perçues par l'agence de l'eau incitent à réduire les pressions exercées sur les milieux aquatiques et permettent à l'agence de financer son programme d'intervention visant notamment à préserver les ressources en eau et à lutter contre les pollutions.

Vos formulaires de redevances de l'activité 2020 sont pré-remplis et disponibles à l'adresse suivante : <https://teleservices.lesagencesdeleau.fr>. Vos identifiant et mot de passe pour accéder à vos déclarations se trouvent dans l'encadré en bas de ce courrier.

Chacun de vos formulaires est à renseigner et à valider, **au plus tard pour le 31/03/2019**, conformément à l'article L. 213-11 du code de l'environnement. Un courriel de confirmation vous sera envoyé après validation de chaque formulaire.

Si votre établissement est au Suivi Régulier des Rejets, votre télédéclaration sera accessible à partir du 1^{er} mars 2021. Les données que vous aurez télédéclarées dans GIDAF y seront pré-renseignées. En cas de pré-remplissage partiel, vous devrez compléter les informations manquantes dans les délais.

Je vous rappelle qu'un retard ou l'absence de déclaration entraîne une majoration pouvant atteindre 40 % du montant de votre redevance, établie le cas échéant par imposition d'office, en vertu des articles L. 213-11-6 et L. 213-11-7 du code de l'environnement.

En cas de besoin, le gestionnaire en charge de votre dossier dont les coordonnées sont indiquées dans votre espace de télédéclaration, est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire. Vous trouverez également sur le site internet de l'agence de l'eau www.eaurmc.fr des informations pratiques pour effectuer votre déclaration.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

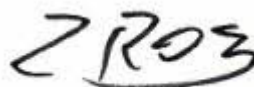
Vos codes pour télédéclarer :

Votre identifiant : ~~XXXXXXXXXX~~

Votre mot de passe : ~~XXXXXXXXXX~~

Vos codes doivent respecter les majuscules et les minuscules lors de votre saisie.

Le Directeur Général,



Laurent ROY

P.J. : Plaquettes d'information sur la fiscalité de l'eau et sur la télédéclaration en 2021

Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD)

Le responsable de traitement des données collectées est l'agence de l'eau en charge de votre dossier. Les informations de contact sont nécessaires à l'instruction et au suivi de celui-ci. Ces données sont collectées sur la base de la mission d'intérêt public des agences de l'eau (article L213-10 du code de l'environnement relatif à l'émission des redevances). Les données à caractère personnel que nous collectons sont conservées avec votre dossier pour une durée de 10 ans à compter du recouvrement (cf. arrêté du Service interministériel des Archives de France, en date du 21 décembre 2012). Conformément au RGPD, vous bénéficiez d'un droit d'accès ou de rectification, ou de limitation du traitement relatif à la personne concernée, en contactant le délégué à la protection des données personnelles de l'agence de l'eau dont vous dépendez, aux coordonnées suivantes :
Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse : contact.rgpd@eaurmc.fr

Annexe 6

~~WASHINGTON FIELD OFFICE~~
~~REPORT~~
RUE JEAN JAURES
~~WASHINGTON FIELD OFFICE~~

Lyon, le 29 janvier 2021

Objet : Notification d'imposition d'office : Prélèvement Irrigation - 2019

Par courrier du 26/06/2020, je vous ai mis en demeure de renseigner sous 30 jours votre déclaration pour les redevances citées en objet.

Selon mes informations, votre déclaration ne nous est toujours pas parvenue.

Par conséquent, je suis dans l'obligation de procéder à une **imposition d'office** de vos redevances en application de l'article L. 213-11-6 du code de l'environnement. Une majoration de 40% est appliquée au montant de vos redevances, en vertu de l'article 1728 du code général des impôts.

Vous pouvez déclarer directement en ligne à l'adresse : <https://teleservices.lesagencesdeleau.fr>. Ce portail sécurisé permet la mise à jour de formulaires pré-remplis et fournit les informations pratiques nécessaires.

Vos identifiant et mot de passe pour accéder à vos déclarations se trouvent dans l'encadré en fin de ce courrier. Un courriel de confirmation vous sera envoyé après validation de chaque formulaire sécurisant ainsi votre déclaration.

En l'absence de déclaration de votre part sous 30 jours, vous recevrez un avis des sommes à payer correspondant aux éléments techniques du décompte ci-joint.

En cas de besoin, ~~Stephane GARNIER~~, en charge de votre dossier, est à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes salutations distinguées.

Vos codes pour télédéclarer :

Votre identifiant : ~~XXXXXXXXXX~~

Votre mot de passe : ~~XXXXXXXXXX~~

Vos codes doivent respecter les majuscules et les minuscules lors de votre saisie.

Le Directeur Général



Laurent ROY

P.J. : Décompte

Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD)

Le responsable de traitement des données collectées est l'agence de l'eau en charge de votre dossier. Les informations de contact sont nécessaires à l'instruction et au suivi de celui-ci. Ces données sont collectées sur la base de la mission d'intérêt public des agences de l'eau (article L213-10 du code de l'environnement relatif à l'émission des redevances). Les données à caractère personnel que nous collectons sont conservées avec votre dossier pour une durée de 10 ans à compter du recouvrement (cf. arrêté du Service interministériel des Archives de France, en date du 21 décembre 2012). Conformément au RGPD, vous bénéficiez d'un droit d'accès ou de rectification, ou de limitation du traitement relatif à la personne concernée, en contactant le délégué à la protection des données personnelles de l'agence de l'eau dont vous dépendez, aux coordonnées suivantes :

Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse : contact.rgpd@eaurmc.fr

Décompte
Redevance de prélèvement sur la ressource en eau
(article L.213-10-9 du code de l'environnement)
Année 2019

Affaire suivie par : ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

☎ 04.72.71.2929

✉ ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

N° dossier : 201909169RIR1, Période : 01/01/2019 - 31/12/2019, Version : 1

Contribuable : ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Débiteur : ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Site : 1 - ~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Désignation de l'ouvrage	Usage	Assiette (m³)	Zone	Taux (€/m³) (1)	Montant
	Irr. gravitaire	180 000	Déficitaire ZRE	0,00240	432,00 €
	Canal	5 550 000	Déficitaire ZRE	0,00017	943,50 €
Montant total					1 375,50 €

Assiette totale	5 730 000 m³	
-----------------	--------------	--

Montant de redevance (2)	(F)	1 376 €
Majoration pour défaut de déclaration (3)	(G) = (F)x(XX%)	550,00 € (40,00%)
Intérêts de retard (4)	(H)	19,00 € (1,40%)
Autres Majorations (5)	(I)	0,00 € (0,00%)
Autres Intérêts de retard (4)	(J)	
Montant dû	(K) = (F)+(G)+(H)+(I)+(J)	1 945 €

- (1) Les taux de redevance et les zones de tarification sont fixés par délibération du conseil d'administration de l'agence de l'eau. Les délibérations applicables sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.eaurmc.fr/infos-pratiques/recueils-des-deliberations-approuvees/deliberations-du-conseil-dadministration-de-lagence-de-leau.html>
- (2) La redevance est perçue si le volume total dépasse 7000 m³ par an en ZRE ou 10 000 m³ par an hors ZRE et si le montant redevance est supérieur à 100 €.
- (3) Majorations pour retard ou défaut de déclaration (article L.213-11-7 du code de l'environnement, articles 1728 et 1758A du code général des impôts) :
- déclaration tardive spontanée (avant mise en demeure) : majoration de 10%
 - déclaration tardive non spontanée (dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure) : majoration de 10% + majoration de 10%
 - déclaration non déposée dans les trente jours de la réception d'une mise en demeure : majoration de 40%
- (4) Les intérêts de retard sont perçus lorsqu'un défaut de déclaration empêche l'émission de la redevance avant le mois de juillet (article L.213-11-7 du code de l'environnement et article 1727 du code général des impôts).
- (5) Si le contrôle porte sur une redevance initiale majorée, la majoration appliquée initialement est appliquée au complément suite à contrôle (art. L.213-11-7 du code de l'environnement). Sinon le complément se voit appliquer une majoration de 10% (article 1758A du CGI). Les mêmes règles s'appliquent aux déclarations incomplètes, sur la partie complétée tardivement.

Annexe 7

EMPLOYEUR	
AGENCE DE L'EAU R.M.C. 2-4 ALLEE DE LODZ	
69007	LYON 07
<i>SIRET</i>	: 18690155900069
<i>NAF</i>	: 8413Z
<i>URSSAF</i>	: 827000002100006528



SERVICE : ~~XXXXXXXXXX~~

[illegible]

Nombre d'heures : **151.67** **Temps complet**

EMPLOYEUR	
AGENCE DE L'EAU R.M.C. 2-4 ALLEE DE LODZ	
69007	LYON 07
<i>SIRET</i>	: 18690155900069
<i>NAF</i>	: 8413Z
<i>URSSAF</i>	: 827000002100006528



```
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXVXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
SERVICE :XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
```

LIEU: 100 LYON

Période du **01/09/2025** au **30/09/2025**

Nombre d'heures : **151.67** **Temps complet**

[illegible]

DANS VOTRE INTERET ET POUR VOUS AIDER A FAIRE VALOIR VOS DROITS, CONSERVEZ CE BULLETIN DE PAIE SANS LIMITATION DE DUREE.